

CE QUE LES MINISTÈRES DE L'AGRICULTURE DOIVENT SAVOIR

Maladies non
transmissibles

POINTS ESSENTIELS

- Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture est inextricablement lié aux MNT.
- Les principaux facteurs alimentaires de l'épidémie de MNT sont connus.
- La politique fiscale est une arme de choix contre les MNT.
- Plus généralement, les politiques alimentaires, agricoles et socioéconomiques ont un effet majeur sur les MNT.
- Les Ministères de l'agriculture¹ devraient reconnaître que le respect du droit à la santé est l'une des attributions fondamentales du gouvernement et prendre des mesures contre les MNT en conséquence.
- La lutte antitabac est bénéfique à la fois pour l'agriculture et pour le développement durable.

1 Dans le cadre de la présente note, le terme d'« agriculture » s'entend de la culture, de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche, conformément à la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2).

1. Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture est inextricablement lié aux MNT.

- Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture est chargé d'améliorer la disponibilité de produits alimentaires variés, sûrs et sains de façon durable pour l'environnement en assurant l'accès à ces produits.²
- Une mauvaise alimentation est un des principaux facteurs de maladie et de décès prématuré.³ La dénutrition chronique touche quelque 815 millions d'êtres humains alors qu'on dénombre deux milliards d'obèses ou de personnes en surpoids.⁴ La plupart des 41 millions d'enfants de moins de 5 ans obèses ou en surpoids vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.⁵
- Les systèmes alimentaires doivent être réorientés: il ne s'agit pas seulement d'assurer l'approvisionnement alimentaire mais d'offrir durablement des produits de bonne qualité permettant à chacun de s'alimenter sainement.⁶ En d'autres termes, le droit à l'alimentation ne se réduit pas au seul « droit de ne pas mourir de faim. »⁷ À l'heure actuelle, les aliments nécessaires pour rester en bonne santé sont souvent hors de portée et constituent un luxe pour les populations défavorisées et vulnérables, alors que des produits qui nuisent à la santé font l'objet d'une commercialisation agressive et sont souvent les moins coûteux et les plus facilement disponibles.

Messages clés de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2)⁸

- Les systèmes alimentaires actuels présentent des dysfonctionnements.
- Des changements s'imposent pour combattre non seulement l'émaciation, le retard de croissance et les carences en micronutriments, mais toutes les formes de malnutrition, y compris le surpoids, l'obésité et les MNT.
- Une alimentation saine tout au long de la vie contribue à prévenir la malnutrition sous toutes ses formes.
- Chaque aspect du système alimentaire doit tenir compte de la nutrition, car des interventions uniques et isolées ont peu de chances d'avoir un impact significatif. Il est plus efficace d'envisager les systèmes alimentaires dans leur ensemble.

La santé et le bien-être sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de son engagement à ne laisser personne de côté. La réalisation des cibles des ODD liées aux MNT sera bénéfique pour l'ensemble du Programme à l'horizon 2030, compte tenu des liens multidimensionnels existant entre les MNT, la pauvreté, les inégalités, la croissance économique, l'action climatique et d'autres cibles et objectifs. Ensemble, l'OMS et le PNUD offrent un soutien complémentaire aux interventions de lutte contre les MNT engageant l'ensemble des pouvoirs publics, en reconnaissant la nécessité d'une action marquante allant au-delà du secteur de la santé pour lutter contre les facteurs sociaux, économiques et environnementaux essentiels qui constituent le fardeau des MNT. L'OMS offre une assistance technique au secteur de la santé pour cartographier l'épidémie des MNT, fixer des cibles nationales pour les MNT, élaborer des politiques et des plans multisectoriels pour réduire les facteurs de risque des MNT, et permettre aux systèmes de santé de réagir. Le PNUD, conformément à son Plan stratégique pour la période 2018-2021⁹ et à la Stratégie VIH, santé et développement 2016-2021,¹⁰ met à profit ses compétences essentielles pour protéger les populations de la pauvreté, renforcer la gouvernance dans un souci d'efficacité et de non exclusion, et construire des systèmes résilients et durables pour la santé. Moyennant des politiques adéquates, des investissements adaptés et appropriés et des partenariats stratégiques, les pays peuvent faire progresser la santé pour tous en se préoccupant de toute la gamme des priorités en matière de développement durable liées aux MNT.

2 FAO (2015). Concevoir des programmes d'investissement sensibles à la nutrition. <http://www.fao.org/3/a-i5107f.pdf>.

3 GBD 2016 Risk Factors Collaborators. Global, regional, and national comparative risk assessment of 84 behavioural, environmental and occupational, and metabolic risks or clusters of risks, 1990–2016: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2016. *Lancet* 2017, 390 (10100): 1345–1422.

4 FAO (2017). Sommes-nous près de la #FaimZéro ? L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/fr/>.

5 OMS (2016). Rapport de la Commission pour mettre fin à l'obésité de l'enfant. http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/206451/1/9789242510065_fre.pdf.

6 FAO (2013). The State of Food and Agriculture – Food systems for better nutrition. <http://www.fao.org/docrep/018/i3300e/i3300e.pdf> (Résumé d'orientation en français: La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition. <http://www.fao.org/docrep/018/i3301f/i3301f.pdf>).

7 A/HRC/19/59. Rapport soumis par le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter. http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session19/A-HRC-19-59_fr.pdf

8 <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/fr/>

9 Plan stratégique du PNUD pour la période 2018-2021. <http://undocs.org/fr/DP/2017/38>

10 PNUD (2016). Stratégie VIH, santé et développement 2016-2021. <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/hiv-aids/hiv-health-and-development-strategy-2016-2021.html>

Que sont les mnt et pourquoi les acteurs publics doivent-ils collaborer ?

Les principales MNT sont au nombre de quatre: les maladies cardiovasculaires (qui comprennent les cardiopathies et les accidents vasculaires cérébraux, le cancer, le diabète et les affections respiratoires chroniques).

Les MNT provoquent 40 millions de décès chaque année, dont 15 millions de décès entre 30 et 69 ans. Plus de 80% de ces décès « prématurés » imputables aux MNT sont recensés dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. La plupart de ces décès sont dus aux quatre principaux facteurs de risque comportementaux – le tabagisme, l'usage nocif d'alcool, la sédentarité et la mauvaise alimentation. Des risques environnementaux (comme la pollution de l'air) s'y ajoutent.

L'exposition de la population à ces facteurs de risque comportementaux est largement déterminée par les politiques menées en matière de commerce, d'agriculture, de travail, de fiscalité, d'urbanisme, d'éducation et dans d'autres secteurs ne relevant pas de la santé. Cela signifie qu'une meilleure cohérence des politiques des différents secteurs permettrait d'éviter un grand nombre de maladies, de décès et de handicaps précoces dus aux MNT.

Étant donné la charge que représentent les MNT pour la société, l'économie et l'environnement, il est possible de définir des stratégies et des approches qui assurent des bénéfices partagés à l'ensemble des secteurs concernés.

- Les politiques agricoles durables pour l'environnement sont bonnes pour la santé et vice versa. Une production et une consommation plus importantes de fruits et de légumes, et plus faible de produits animaux, sont plus durables et meilleures pour la santé. Les pratiques suivies dans l'élevage doivent tout particulièrement retenir l'attention, car le bétail, notamment les bovins, contribue à la déforestation et est à l'origine d'environ 15% des émissions de gaz à effet de serre anthropiques. L'abus d'antibiotiques dans l'élevage est une des principales causes de la résistance accrue aux antimicrobiens.¹¹⁻¹² Les pesticides et les produits chimiques

utilisés dans la production alimentaire sont des causes sous-jacentes de différents cancers observés dans les communautés agricoles et chez les consommateurs. La perte de la biodiversité due à l'agriculture industrielle est une menace pour la diversité nutritionnelle et la santé. La culture du tabac est particulièrement préoccupante car elle épuise la terre et les sols, contribue à la déforestation et entrave les efforts visant à offrir une alimentation saine et variée.¹³

Alimentation, agriculture, MNT et économie

Les aliments ultra-transformés, les boissons sucrées et le tabac sont souvent conçus comme des corollaires du progrès économique. Or, ces produits sont également à l'origine d'un fardeau pour l'économie, car la maladie et la mortalité prématurée qu'ils provoquent augmentent les coûts de la santé et réduisent considérablement la capacité productive. On estime à US\$ 21300 milliards le coût des MNT pour les pays en développement entre 2011 et 2030. Ceux de l'obésité et du tabagisme pour l'économie mondiale sont déjà chaque année de US\$ 2000 milliards¹⁴ et de US\$ 1400 milliards¹⁵ respectivement. Les pays qui encouragent et s'efforcent de préserver l'harmonie entre l'agriculture, le commerce et la santé peuvent réellement réaliser le progrès économique.¹⁶

2. Les principaux facteurs alimentaires contribuant à l'épidémie de MNT sont connus.

- La consommation d'aliments ultra-transformés, souvent très caloriques et contenant beaucoup de graisses, de sucre et/ou de sel (par exemple les boissons sucrées et la charcuterie) et de glucides raffinés a augmenté dans tous les pays comparativement à la consommation d'aliments sains (comme

11 OMS (2017). Lignes directrices pour l'utilisation chez les animaux de rente destinés à l'alimentation humaine des antimicrobiens importants pour la médecine humaine. http://www.who.int/foodsafety/publications/cia_guidelines/fr/

12 FAO (2013). Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage – Une évaluation des émissions et des opportunités d'atténuation au niveau mondial. <http://www.fao.org/3/a-i3437f.pdf>

13 WHO (2017). Tobacco and its environmental impact: an overview. <http://www.who.int/tobacco/publications/environmental-impact-overview/en/>

14 McKinsey Global Institute (2014). How the world could better fight obesity. <https://www.mckinsey.com/industries/healthcare-systems-and-services/our-insights/how-the-world-could-better-fight-obesity>

15 Goodchild, M, Nargis, N, and d'Espaignet, ET. Global economic cost of smoking-attributable diseases. *Tob Control* Première publication en ligne: 30 janvier 2017. doi: 10.1136/tobaccocontrol-2016-053305

16 Le cadre d'action de la CIN2 contient des recommandations en matière commerciale (recommandations 17 et 18). Le commerce fait partie de la Décennie d'action pour la nutrition.

les fruits et légumes, les céréales complètes et les fruits de mer, par exemple).¹⁷

- Les géants de l'industrie alimentaire et ceux du sucre et des boissons cherchent à occulter les liens avérés entre une alimentation malsaine, l'obésité et la mauvaise santé.¹⁸
¹⁹Leur comportement rappelle souvent celui de l'industrie du tabac et ils se fondent sur des arguments fallacieux du type « l'obésité est un vaste problème – il ne faut pas s'en prendre à un seul produit », « il faut adopter un mode de vie équilibré fondé sur la modération », « c'est l'absence d'activité physique qui est le vrai problème, pas l'alimentation » et « il n'appartient pas au gouvernement de dire aux gens ce qu'ils doivent manger »²⁰. En élaborant des politiques fondées sur des données factuelles, les autorités ne doivent pas se laisser influencer par l'industrie. L'engagement auprès des partenaires universitaires et de la société civile peut s'avérer utile à cet égard, à condition que l'on tienne compte des éventuels conflits d'intérêt potentiels ou réels.



17 Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition (2016). Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century. <http://glopan.org/sites/default/files/ForesightReport.pdf> (Note de synthèse disponible en français: Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition (2016) Systèmes et régimes alimentaires: faire face aux défis du 21^{ème} siècle. <http://glopan.org/sites/default/files/ForesightSummaryFrench.pdf>)

18 Bes-Rastrollo, M, et al. Financial conflicts of interest and reporting bias regarding the association between sugar-sweetened beverages and weight gain: a systematic review of systematic reviews. *PLoS Med* 2013, 10(12): e1001578.

19 Massougboji, J, et al. Reviews examining sugar-sweetened beverages and body weight: correlates of their quality and conclusions. *Am J Clin Nutr* 2014, 99(5): 1096-104.

20 Aucun de ces arguments ne résiste à un examen sérieux. Certains produits, comme les boissons sucrées, ont été liés de manière indépendante à des épidémies de MNT, un fait qui doit être mis en évidence. L'accent général mis sur la modération occulte l'importance de la consommation relative (par exemple, faudrait-il manger des légumes avec la même « modération » que des desserts ?). L'activité physique en elle-même ne suffira pas à assurer un poids idéal à l'échelle de la population dans l'environnement alimentaire actuel. Les autorités sont chargées de maintenir des environnements sains et de respecter, protéger et garantir le droit à la santé.

Les bases d'une alimentation saine ²¹

Les pays sont encouragés à:

- Augmenter la production, la distribution, la promotion et la vente de fruits et légumes frais, de protéines maigres, de légumineuses, de céréales complètes/sucres lents, de noix, d'huile d'olive et d'autres sources d'acides gras insaturés.
- Réglementer et limiter l'exposition aux aliments transformés contenant des acides gras trans et/ou à forte teneur en acides gras saturés, en sucre et en sodium, comme les produits frits, les boissons sucrées et la charcuterie.
- Se préoccuper particulièrement des boissons bourrées de sucre qui se font passer pour de l'eau ou du jus de fruits, des préparations très sucrées pour nourrissons, du sirop de maïs à haute teneur en fructose et des produits prétendument « légers » dans lesquels les graisses sont remplacées par l'amidon, d'autres sucres et des produits chimiques.

3. La politique fiscale est une arme de choix contre les MNT.

- La taxation des produits préjudiciables à la santé – comme le tabac, l'alcool et les boissons sucrées – offre un bon rapport coût/efficacité et trois types d'avantages²²: 1) elle fait baisser la consommation de produits nocifs et contribue à éviter les importants coûts sanitaires et économiques qu'ils entraînent; 2) elle produit des recettes supplémentaires pour les autorités; et 3) elle permet de réinvestir ces recettes en faveur de la santé et du développement. Une augmentation des taxes sur les cigarettes de US\$ 0,80 par paquet dans tous les pays générerait au niveau mondial US\$ 141 milliards de recettes supplémentaires.²³
- Au Mexique, la taxe sur le sucre a permis de réduire la consommation de boissons sucrées et de dégager plus de US\$ 1 milliard de recettes publiques. La baisse de la consommation a été la plus marquée dans les groupes à faible

21 Cet encadré résume les catégories d'aliments qui sont plus ou moins favorables à une bonne alimentation. Pour des orientations techniques spécifiques, voir: <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs394/fr/>.

22 WHO. Global database on the Implementation of Nutrition Action (GINA). <http://www.who.int/nutrition/gina/en/>.

23 Goodchild, M, Perucic, A, and Nargis, N. Modelling the impact of raising tobacco taxes on public health and finance. *Bull World Health Organ* 2016, 94: 250-257. La norme recommandée par l'OMS est une taxe sur le tabac d'un montant équivalent à au moins 70% du prix de vente au détail des produits du tabac.

revenu, qui sont aussi les plus vulnérables face aux MNT et à leurs conséquences.²⁴

- La Thaïlande a introduit une nouvelle taxe sur les boissons sucrées en septembre 2017.²⁵
- Le Tonga a augmenté d'année en année ses droits sur les importations de tabac, de boissons sucrées, d'alcool et de produits à forte teneur en graisses.²⁶

4. Plus généralement, les politiques alimentaires, agricoles et socioéconomiques ont un effet majeur sur les MNT.

- Ces dernières années, de nombreux pays ont cherché à rendre plus disponibles et accessibles les produits alimentaires afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition²⁷ en suivant des politiques et des programmes d'aide alimentaire et de protection sociale. Les données récentes semblent toutefois indiquer que ces politiques ont parfois abouti à une consommation accrues d'aliments et de boissons très caloriques et pauvres en nutriments qui provoquent le surpoids, l'obésité, l'hypertension artérielle et les MNT.²⁸ Il est impératif que les Ministères de l'agriculture tiennent compte systématiquement de la qualité et de la quantité de l'apport calorique et veillent à ce que la lutte contre la dénutrition n'ait pas pour effet de créer un problème de surpoids et d'obésité.²⁹⁻³⁰
- De nombreux pays subventionnent l'élevage et la production de produits animaux, de même

que des denrées de base comme le maïs, le soja et le blé dont la consommation excessive est associée au surpoids et à l'obésité et dont la production peut aussi contribuer à une dégradation de l'environnement. En revanche, des produits comme les fruits, les légumes et les légumineuses ont beaucoup moins bénéficié de subventions, ce qui fait que les produits sains sont souvent bien plus coûteux et moins disponibles.

Les recommandations alimentaires de la FAO peuvent orienter les politiques et les programmes ainsi que l'éducation sur la nutrition

Les recommandations alimentaires tiennent compte des produits disponibles, des habitudes alimentaires, des préférences culturelles et les problèmes de santé liés à la nutrition. Elles prennent la forme d'une série de messages clairs et scientifiquement fondés destinés au grand public. Elles sont destinées à servir de socle pour les politiques et les programmes en matière d'alimentation, de nutrition, de santé et d'agriculture. Le répertoire de la FAO sur les recommandations alimentaires constitue un ensemble complet des recommandations alimentaires nationales des pays du monde entier.³¹

5. Les Ministères de l'agriculture devraient reconnaître que le respect du droit à la santé est l'une des attributions fondamentales du gouvernement et prendre des mesures contre les MNT en conséquence.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Déclaration de Rome de la CIN2 en 2014 et la proclamation de la Décennie d'action pour la nutrition³² reconnaissent tous la nécessité d'intervenir au niveau du système alimentaire dans son ensemble pour réduire les MNT. Les Ministères de l'agriculture doivent collaborer avec le secteur de la santé et les autres secteurs concernés afin de promouvoir:

24 Colchero, MA, et al. In Mexico, Evidence of Sustained Consumer Response Two Years After Implementing a Sugar-Sweetened Beverage Tax. *Health Affairs* 2017, 36(3): 564-571.

25 Pisuthiphan, A (2017). "Sugar fixed?" *Bangkok Post*, 26 Jun 2017. <http://www.bangkokpost.com/lifestyle/social-and-lifestyle/1275815/sugar-fixed>.

26 Crown Law Tonga, Excise Tax (Amendment) Order 2016. 2016. Crown Law Tonga, Customs Duty (Amendment) Order 2016; Ministry of Revenue and Customs. *New Duty and Excise Tax Rates to Encourage Healthy Living*, 2013 [May 10 2017]. <http://www.revenue.gov.to/Article.aspx?Mode=1&ID=1585&ESID=1769>.

27 Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (2016). Investir pour des systèmes alimentaires sains. Analyse de contexte et examen des données disponibles sur les investissements réalisés dans les systèmes alimentaires dans une optique d'améliorer la nutrition. Mise en œuvre du Cadre d'Action de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition. <https://www.unscn.org/uploads/web/news/document/IFR-final-Investments-for-Healthy-Food-System-UNSCN-Paper.pdf>

28 Voir par exemple: Hawkes, C. Uneven dietary development: linking the policies and processes of globalization with the nutrition transition, obesity and diet-related chronic diseases. *Global Health* 2006, 2:4; Hawkes C, Chopra M, and Friel, S. Globalization, Trade and the Nutrition Transition. In: *Globalization and Health: Pathways, Evidence and Policy*, Edited by Labonte R, Schrecker T, Packer C, Runnels V. New York: Routledge; 2009; Kimbro RT and Rigby, E. Federal food policy and childhood obesity: a solution or part of the problem? *Health Affairs (Millwood)* 2010, 29(3):411-418; Abay, A. Do Government Food Price Policies Affect the Prevalence of Obesity? Empirical Evidence from Egypt. *World Development*, 35:687-701.

29 WHO. Double-duty actions for nutrition Policy Brief. <http://apps.who.int/iris/handle/10665/255414/1/WHO-NMH-NHD-17.2-eng.pdf?ua=1>

30 Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (2016). Évaluation de l'impact des politiques visant à favoriser un environnement alimentaire et des régimes alimentaires sains. Mise en œuvre du Cadre d'Action de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition. <https://www.unscn.org/uploads/web/news/document/UNSCN-Impact-Assessment-DP-FR.pdf>

31 FAO. Recommandations alimentaires. <http://www.fao.org/nutrition/education-nutritionnelle/food-dietary-guidelines/home/fr/>

32 En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a invité les pays à participer à dix années d'action continue et cohérente en faveur de la nutrition.

- Des droits à l'importation et à l'exportation pour rendre plus abordable l'achat d'aliments sains (fruits, légumes et poisson frais, par exemple) et plus coûteux les produits à forte teneur en graisses, sucre et/ou sel.
- La Stratégie mondiale de l'OMS sur l'alimentation, l'exercice physique et la santé, le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et les recommandations de l'OMS sur la commercialisation d'aliments et de boissons non alcoolisées destinés aux enfants.
- Des programmes d'alimentation/repas scolaires sûrs et sains avec des limites ou des interdictions sur des produits à forte teneur en graisses, sucre et/ou sel, des liens devant être établis entre les agriculteurs et fournisseurs locaux et les écoles.
- L'élimination de la chaîne alimentaire des acides gras trans et leur remplacement, et des efforts visant à réduire l'apport en sel.
- Une augmentation des taxes sur les aliments et boissons très caloriques et pauvres en nutriments.
- Les Ministères de l'agriculture devraient également favoriser:
- Des initiatives visant à améliorer l'accès à des aliments sûrs, sains et variés, surtout pour les populations marginalisées, en associant les agriculteurs locaux et en améliorant l'accès aux marchés locaux.
- Des partenariats constructifs et transparents avec le secteur de l'alimentation et du commerce de détail pour reformuler les produits malsains et/ou limiter la taille des portions et élargir la gamme de produits afin d'inclure des options meilleures pour la santé largement commercialisées.³³
- Des mesures visant à stimuler la demande d'aliments et de boissons sains au moyen de subventions, d'un étiquetage approprié et d'une sensibilisation communautaire, ainsi que d'une action ciblant spécifiquement les femmes.³⁴
- Des mesures visant à réduire l'accès et l'exposition aux produits nocifs, par exemple le zonage et des restrictions de commercialisation, de publicité, de promotion et de parrainage.
- L'évaluation et le suivi de politiques/programmes alimentaires et sociaux comme des programmes d'aide alimentaire ou des subventions pour les agriculteurs, pour sensibiliser ceux-ci aux effets de leur pratiques sur la santé et la nutrition.
- L'élimination de l'emploi de pesticides, de produits chimiques et d'antibiotiques nocifs dans la production alimentaire.³⁵



33 En vertu de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, les pays doivent écarter l'industrie du tabac de l'élaboration des politiques ; une collaboration avec l'industrie alimentaire peut toutefois se révéler constructive à condition de faire preuve de la prudence et de la transparence voulues.

34 Les femmes prennent souvent soin des enfants en premier et sont donc bien placées pour influencer l'alimentation des enfants et de la famille. En leur apportant des informations et des ressources, on améliore pratiquement tous les résultats en matière de santé et de développement.

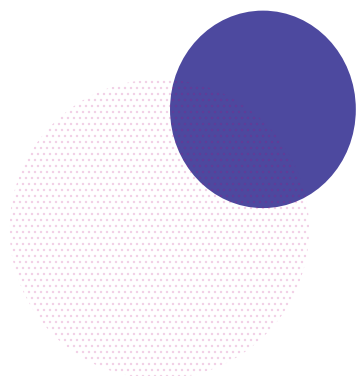
35 Par exemple, en mettant en place une réglementation et des incitations fiscales appropriées, en favorisant la mise sur le marché d'intrants écologiques (bioengrais et pesticides naturels) et en aidant les agriculteurs à recourir à des techniques d'intensification durables (par exemple, lutte intégrée contre les ravageurs et agroforesterie).

6. La lutte antitabac est bénéfique à la fois pour l'agriculture et pour le développement durable.

- Si la consommation de tabac tue plus de 7 millions de personnes chaque année, sa production entraîne aussi des coûts considérables. La culture du tabac contribue également beaucoup à la dégradation des sols, à la déforestation, à la perte de la biodiversité et à la pollution de l'eau. Les cultivateurs sont souvent intoxiqués par la nicotine en récoltant les feuilles de tabac. La production du tabac est associée au travail non rémunéré des enfants et au travail d'adultes dans une relation de servitude pour dettes. Les cultivateurs sont souvent victimes d'une exploitation financière de la part des cigarettiers et des entreprises qui leur achètent les feuilles de tabac.³⁶⁻³⁷
- Les articles 17 et 18 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac visent à assurer des activités de remplacement aux cultivateurs de tabac et la protection de l'environnement.
- Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture doit plaider pour l'abandon de la culture du tabac et faciliter la reconversion des cultivateurs.

Le tabac et l'agriculture en quatre points

- Dix à 20 millions d'êtres humains malnutris dans le monde auraient assez à manger si l'on remplaçait la culture du tabac par des cultures vivrières.³⁸ Au Malawi, où la sous-alimentation touchait 27% de la population en 2008, un hectare de terre servant à cultiver une tonne de feuilles de tabac pourrait produire 14,6 tonnes de pommes de terre.³⁹
- Quand des cultivateurs kényans ont remplacé le tabac par le bambou, la rentabilité du bambou s'est révélée trois fois plus importante.⁴⁰ En Indonésie, moins d'un cultivateur de tabac sur cinq considère cette culture comme vraiment rentable.⁴¹
- Les fumeurs à revenu faible consacrent une part importante des maigres ressources familiales à l'achat de cigarettes plutôt qu'à des produits alimentaires. À Sri Lanka, pour le prix d'un paquet de cigarettes, on peut s'acheter 83 portions de riz et 65 tranches de pain.⁴²
- L'Association internationale des cultivateurs de tabac (ITGA) qui prétend protéger les intérêts des petits planteurs a été formée en réalité pour défendre les seuls intérêts de l'industrie du tabac.



36 McKnight, RH, and Spiller, HA. Green Tobacco Sickness in Children and Adolescents. *Public Health Rep* 2005, 120(6): 602-606.

37 Hu, T, and Lee, A. Tobacco Control and Tobacco Farming in African Countries. *J Public Health Policy* 2015, 36(1): 41-51.

38 Barry, M. The influence of the US tobacco industry on the health, economy, and environment of developing countries. *New Eng J Med* 1991; 324:917-9.

39 Eriksen, M, Mackay, J, and Ross, H (2012). The Tobacco Atlas: Fourth Edition. American Cancer Society and World Lung Foundation.

40 Omari, MP (2009). A cost-benefit analysis of substituting bamboo for tobacco: a case study of South Nyanza, Kenya. <http://www.tobaccotobamboo.org/Publications/Publications%20in%20Journals%20and%20Book%20Chapters/My%20Thesis-examinable%20draft.pdf>

41 Anindita, E (2015). "Tobacco farming no longer profitable, survey finds." *The Jakarta Post*, 30 Oct 2015 <http://www.thejakartapost.com/news/2015/10/30/tobacco-farming-no-longer-profitable-survey-finds.html>

42 Eriksen, M, et al. (2015). The Tobacco Atlas: Fifth Edition. American Cancer Society and World Lung Foundation. http://3pk43x313ggr4cy0lh3tctjh.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2015/03/TA5_2015_WEB.pdf



7. Pour commencer...

Tout d'abord, les Ministères de l'agriculture devraient:

- Veiller à ce leur secteur engage un dialogue structuré avec les Ministères de la santé, dans le cadre du plan d'action et du mécanisme de coordination multisectoriel national contre les MNT.
- Définir la politique alimentaire et agricole pour qu'elle soit en harmonie avec les politiques de santé et de développement durable.
- Se protéger dans l'élaboration de leurs politiques contre l'ingérence de l'industrie, y compris les groupes agissant en première ligne avec le soutien de l'industrie (comme des associations télécommandées de cultivateurs et de consommateurs).

Les décès prématurés et les souffrances évitables causés par les MNT constituent le fléau du XXI^{ème} siècle. Mais des politiques et des investissements judicieux ainsi que l'appui de l'ensemble des partenaires permettront de renverser le cours des choses.



© Organisation mondiale de la Santé et Programme des Nations Unies pour le développement 2016. Tous droits réservés.

L'élaboration de la présente note d'information a été coordonnée par une équipe conjointe OMS-PNUD, avec une contribution de la FAO. Cette note d'information vise à sensibiliser et propose un ensemble d'options pour agir. Elle ne fait pas état de la position officielle de l'OMS ou du PNUD et n'a pas été transmise à leurs organes directeurs respectifs. Les références aux États Membres et aux partenaires ne constituent ni n'impliquent une quelconque approbation de cette note d'information.

WHO/NMA/18/95



UN INTERAGENCY
TASK FORCE ON NCDs



@un_ncd